|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|

|  |
| --- |
| Note d’information sur la situation économique au deuxième trimestre 2014L’arrêté des comptes nationaux du deuxième trimestre 2014 fait ressortir une baisse du rythme de croissance de l’économie nationale, se situant à 2,3% au lieu de 5% durant la même période de l’année 2013. Cette évolution est le résultat d’une baisse de l’activité agricole et du rythme d’accroissement modéré des activités non agricoles. La croissance économique continue d’être tirée par la demande intérieure, avec cependant un ralentissement du rythme d’augmentation, aussi bien de la consommation finale nationale que de l’investissement. Le besoin de financement de l’économie, de son côté, a enregistré un net recul et le niveau général des prix a connu un ralentissement de son rythme.Un rythme de croissance économique soutenu par les activités non agricoles Après la forte croissance de 19,8% durant le deuxième trimestre de l’année 2013, la **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume, corrigée des variations saisonnières**,** a enregistré un fléchissement de 2% durant la même période en 2014. Cette évolution s’explique par une baisse de l’activité de l’agriculture de 2,6% au lieu d’une hausse de 20,2% une année auparavant et par une moindre augmentation de celle de la pêche à 7,1% au lieu de 15%.**la valeur ajoutée du secteur secondaire,** en revanche**,** a réalisé une augmentation de 2,1% au lieu de 0,5% durant le deuxième trimestre de l’année précédente. Cette amélioration est le résultat de l’accroissement des valeurs ajoutées des activités :* de l’industrie d’extraction de 6,8% au lieu de 1,7% ;
* de l’électricité et eau de 5% au lieu d’une baisse de 1,1%;
* des industries de transformation de 1,3% au lieu de 1,1%;
* du bâtiment et travaux publics de 0,2% au lieu d’une baisse de 1,3%.

**Le secteur tertiaire**, de son côté, a continué à marquer le même taux de progression de 3,5%, affiché l’année passée, avec une croissance positive de toutes ses composantes passant pour : * les postes et télécommunications à 7% au lieu de 3,2%;
* le transport à 5,6% au lieu de 3%;
* les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale à 5,1% au lieu de 4,3%;
* les hôtels et restaurants à 3,9% au lieu de 6,2%;
* les services rendus aux ménages et aux entreprises à 2,9% au lieu de 2,1%;
* les services rendus par l’Administration Publique générale et sécurité sociale à 2,2% au lieu de 6%;
* le commerce à 1,7% au lieu de 1,6%;
* les services financiers et assurances à 1,3% au lieu d’une baisse de 0,5%.

La **valeur ajoutée globale** réalisée par l’ensemble des activités économiques a ainsi marqué une augmentation de 2,2% au lieu de 4,9% le deuxième trimestre de l’année 2013. Au total, le **Produit Intérieur Brut (PIB)** en volume s’est accru de 2,3% durant le deuxième trimestre 2014 au lieu de 5% une année auparavant, et ce compte tenu de l’augmentation des impôts sur les produits nets des subventions de 3,7% au lieu de 6,4%. La hausse du **niveau général des prix** s’est située à 0,9% au deuxième trimestre 2014, résultant de l’accroissement de 3,2% au lieu de 6,6% du PIB aux prix courants. **Les emplois du PIB** **Une demande intérieure en ralentissement**La **demande intérieure** s’est accrue de 1,7% au deuxième trimestre 2014 au lieu de 2,1% la même période de l’année 2013, avec une contribution à la croissance de 0,4 point au lieu de 1,9 point. Dans ce cadre, les **dépenses de consommation finale des ménages** se sont accrues de 2,7% au lieu de 3,2%, contribuant pour 1,6 point à la croissance au lieu de 1,9 point. La **consommation finale des Administrations Publiqu**es a enregistré une hausse de 2,9% au lieu de 3,9%, avec une contribution à la croissance de 0,5 point au lieu de 0,8 point. **L’investissement brut** (formation brute de capital fixe et variations de stocks), en revanche, a connu une baisse de 0,7 au lieu de 0,9% la même période de l’année passée, avec une contribution négative à la croissance de 1,7 point au lieu de 0,8 point. Une contribution encore positive des échanges extérieurs Les échanges de biens et services, de leur côté, ont affiché une hausse des exportations de 10,2% au lieu de 1,8% durant le deuxième trimestre de l’année 2013, et un accroissement des importations de 3,1% après la baisse de 4,8%. Leur contribution à la croissance demeure positive, mais en ralentissement, passant de 3,2 points en 2013 à 1,9 point en 2014. Atténuation du besoin de financement de l’économieAux prix courants, avec la hausse du PIB de 3,2% au lieu de 6,6% et l’augmentation des revenus nets reçus du reste de monde de 72,6% au lieu de 18,8%, le revenu national brut disponible a connu une progression de 5,9% au lieu de 7% durant le deuxième trimestre de l’année 2013.Avec une consommation finale nationale en valeur en progression de 3,1% au lieu de 5,6 %, l’épargne nationale a augmenté à 28,6% du PIB au lieu de 25,8%.L’investissement brut ayant représenté 32,7% du PIB au lieu de 34,9% la même période de l’année précédente, le besoin de financement de l’économie nationale s’est réduit, passant de 9,2% du PIB à 4,2%. En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2014. |
|  |

 |